

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 812^e
SÉANCE

Lundi 22 octobre 1962,
à 10 h 40



NEW YORK

SOMMAIRE

| | Page. |
|---|-------|
| Points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre du jour: | |
| Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [suite] | |
| Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général [suite] | |
| Développement économique des pays sous-développés [suite]: | |
| a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général; | |
| b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale; | |
| c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation; | |
| d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général; | |
| e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général; | |
| f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales | |
| Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce [suite] | |
| Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base [suite] | |
| Souveraineté permanente sur les ressources naturelles [suite] | |
| Déclaration du Caire des pays en voie de développement [suite] | |
| Discussion générale [suite] | 115 |

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINTS 12, 34, 35, 36, 37, 39 ET 84
DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V et VI) [A/5203] [suite]

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (A/5194, E/3613, E/3613/Add.1, E/3613/Add.2 et 3, E/3658, E/3664, E/3674) [suite]

Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:

- a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique vers les pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (A/5195);
- b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité constitué aux termes de la résolution 1521 (XV) de l'Assemblée générale (E/3654);
- c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (E/3600/Rev.1, E/3656, E/3656/Add.1);
- d) Projections à long terme des tendances de l'économie mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire général (E/3628, E/3629, E/3661, E/3668);
- e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (E/3603);
- f) Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et renforcement des commissions économiques régionales (A/5196, E/3643)

Question de la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/5221, A/C.2/L.645, E/3631 et Add.1 à 4) [suite]

Mesures internationales destinées à compenser les effets des fluctuations des prix des produits de base (A/5221, E/3447, E/3644, E/CN.13/43, E/CN.13/45) [suite]

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à E/SR.1179, E/SR.1181) [suite]

Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) [suite]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. Selon M. NAMSRAI (Mongolie), les peuples du monde sont en droit d'attendre que les Nations Unies cherchent à résoudre les problèmes économiques des nations moins développées, qui sont les séquelles du colonialisme. Ces pays commencent à éliminer les obstacles à leur progrès, mais leurs efforts sont entravés par le contrôle que continuent d'exercer les monopoles des anciennes puissances impérialistes. Il est certain que, dans les pays en question, les progrès sont subordonnés à l'amélioration des termes de l'échange. Certes, l'élément essentiel de leur croissance reste le développement rationnel de leurs ressources intérieures, mais l'aide étrangère peut être extrêmement utile si elle est dispensée généreusement, de façon coordonnée, et sans être assortie d'aucune condition.

2. Avant la révolution populaire de 1921, la Mongolie était l'un des pays les plus arriérés du monde. Son peuple était analphabète, appauvri et avili par l'exploit-

tation des propriétaires terriens capitalistes. Elle n'avait ni industries, ni moyens de transport et de communications. L'indépendance lui a donné une nouvelle force, et le peuple a émergé d'un féodalisme rétrograde pour s'élever au socialisme. Les Mongols ont réussi à créer une nouvelle économie avec l'aide fraternelle de l'URSS et d'autres pays socialistes. La Mongolie peut maintenant s'enorgueillir d'une économie prospère dans les domaines des combustibles et de l'énergie électrique, de la métallurgie, de l'industrie pétrolière, des matériaux de construction, des industries alimentaires et des transports et communications; le taux annuel d'accroissement de son produit national brut est passé de 13,1 p. 100 entre 1953 et 1957 à 17,9 p. 100 au cours de la période 1958-1960. La part de l'industrie dans le produit national brut était de 50 p. 100 en 1961 contre 17 p. 100 en 1940. Grâce à l'expansion de la production de biens de consommation, le niveau de vie s'élève régulièrement. De plus, la participation de la Mongolie au Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) ouvre de plus larges perspectives de développement.

3. Il est essentiel d'assurer l'égalité dans les relations commerciales internationales et les recettes d'exportation des pays sous-développés devront s'accroître régulièrement si l'on veut éviter un ralentissement de leur développement. Sans cet accroissement, l'aide financière étrangère, même très importante, s'avérera de peu d'utilité. La tendance à la baisse des prix des produits primaires cause une profonde inquiétude dans les pays en voie de développement et fait mal augurer de la Décennie des Nations Unies pour le développement. La Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) a souligné que le moment est venu de donner au commerce international une base plus rationnelle, et la délégation mongole appuie le projet de résolution de l'URSS tendant à convoquer en 1963 une conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/C.2/L.645).

4. M. ALMEIDA (Brésil) dit que l'Assemblée générale doit s'acquitter d'une double tâche en rapport avec les problèmes économiques mondiaux. Tout d'abord, la Commission doit analyser ces problèmes du point de vue de la Charte des Nations Unies et, en particulier, eu égard aux Articles 55, 56 et 60. Elle doit examiner les mesures à prendre en vue de promouvoir les tendances favorables et d'enrayer les tendances défavorables de l'économie mondiale. Ensuite, lorsque les principaux objectifs économiques auront été fixés, les représentants devront exprimer les vues de leurs gouvernements sur la réalisation progressive de ces objectifs.

5. La délégation brésilienne ne méconnaît certainement pas les résultats constructifs déjà obtenus par les Nations Unies, mais elle estime que la satisfaction de l'œuvre accomplie et l'impatience de prendre de nouvelles mesures ne doivent pas amener à perdre de vue le tableau inquiétant que présente le développement économique mondial à travers le monde, ni le fait que les mesures possibles sont tout à fait insuffisantes par rapport aux besoins. Ce n'est que dans quelques cas exceptionnels qu'on a atteint un taux de développement élevé de nature à assurer une croissance régulière. Le taux moyen de développement en Amérique latine a fléchi et les exportations de cette région, qui représentaient auparavant 10 p. 100 du total mondial, n'en représentent plus actuellement

que 6,5 p. 100 — alors que la population des pays en question augmente à un rythme plus rapide que partout ailleurs. En Amérique latine, comme ailleurs, l'écart s'accroît de plus en plus entre la productivité et les investissements, d'une part, et l'accroissement démographique, d'autre part, de sorte que la misère se répand. La précédente décennie a été décevante, et la Décennie des Nations Unies pour le développement risque de l'être encore davantage. L'avenir des pays moins développés est loin d'être encourageant. Bien que la documentation dont la Commission est saisie révèle clairement les tendances, il semble qu'on ne veuille pas en tenir compte.

6. Il a été fait allusion à la nécessité de "combler l'écart" entre les pays sous-développés et les pays industriels. Il y a en fait deux écarts à combler: "l'écart dynamique", c'est-à-dire celui qui existe entre les taux de croissance, et "l'écart de revenu" c'est-à-dire celui qui existe entre les niveaux de revenu. Les deux notions sont interdépendantes, mais l'évolution n'est pas du tout la même dans les deux cas et la possibilité de combler les écarts en question est subordonnée à une série de conditions très différentes. En fixant les objectifs de la Décennie, les Nations Unies ont délibérément choisi de combler "l'écart dynamique" et ont fixé, comme minimum à atteindre par les pays sous-développés en 1970, un taux d'accroissement du revenu réel de 5 p. 100. Les différences dans le revenu par habitant sont telles au départ qu'il est impossible de songer à combler "l'écart de revenu".

7. Il est admis qu'il existe un certain rapport fonctionnel entre la capacité d'épargne et le niveau du revenu par habitant, étant donné que, par définition, un revenu juste suffisant pour assurer la subsistance ne laisse pas de ressources disponibles pour l'investissement. Par ailleurs, le revenu par habitant peut s'élever à un point tel qu'il soit possible d'épargner dans sa totalité toute nouvelle somme venant s'y ajouter et rendue ainsi disponible pour l'investissement. Entre ces deux extrêmes se place toute la gamme des propensions moyennes et marginales à l'épargne, lesquelles obéissent à des mobiles divers, mais sont plus ou moins fonction du revenu, qui joue, à tout le moins, le rôle d'un facteur limitatif. La capacité d'épargne des pays développés de libre entreprise, dont le revenu pondéré par habitant atteint en moyenne 1 500 dollars, est donc fondamentalement différente de celle du groupe des pays sous-développés pour lesquels le chiffre correspondant est d'environ 120 dollars. Au cours des dernières années, les pays du premier groupe ont épargné et investi entre 15 et 25 p. 100 de leur revenu contre 5 à 12 p. 100 seulement pour le second groupe, ces deux derniers chiffres pouvant même, dans certains cas, représenter un désinvestissement net. Ces considérations peuvent être considérées comme des généralisations excessives, mais M. Almeida estime qu'elles décrivent, dans leurs grandes lignes, la situation qui doit retenir l'attention de la Commission.

8. Si l'on suppose que le coefficient marginal capital-production s'établit globalement entre 3 et 4 environ pour les pays développés, le niveau d'investissement de ces pays autorise à conclure à un taux d'accroissement du produit national réel d'un minimum de 3,8 p. 100 par an et allant jusqu'à 8,3 p. 100. Les faibles accroissements qui ont pu être enregistrés dans certains pays industriels étaient principalement imputables à la thésaurisation ou à l'épargne cachée

et non à une épargne insuffisante. Les cas de cette nature méritent un examen minutieux, étant donné que désormais le niveau de l'activité économique dans les pays développés n'est plus le souci exclusif de ces pays; en raison de ses multiples incidences, tous les Etats Membres sont fondés à s'en préoccuper. Les pays développés en général, étant donné leur propension à l'épargne et leur rapport capital-production, ont un potentiel d'expansion qui paraît se situer entre 5 p. 100 et presque 9 p. 100. Puisqu'il est inconcevable que ces pays freinent leur croissance, il appartient aux pays sous-développés d'accélérer la leur. Tels sont les "écarts dynamiques" qu'il s'agit de combler.

9. Il n'est pas aussi facile de se procurer des données sur les pays sous-développés, mais, de l'avis de M. Almeida, certains chiffres intéressants le Brésil, vaste fédération de 75 millions d'habitants où le revenu par habitant varie entre 40 et 600 dollars, peuvent être valablement cités à titre d'exemple. Dans la région la plus pauvre du nord-est, on évalue le coefficient annuel d'investissement en capital fixe à 6,65 p. 100 du produit territorial brut pour les 10 dernières années, alors que pour la région méridionale, où le revenu par habitant est beaucoup plus élevé, le chiffre correspondant pour la même période est d'environ 20 p. 100. Il existe une corrélation positive très étroite entre les niveaux du revenu par habitant et les taux d'investissement. Comme le Brésil offre un assez bon exemple des problèmes quantitatifs qui se posent aux régions sous-développées parvenues à des stades différents de développement, M. Almeida estime que les chiffres qu'il a donnés valent pour les pays sous-développés en général. Les taux d'épargne et d'investissement tendent à être les mêmes lorsque les revenus se situent à des niveaux comparables, et les rapports marginaux capital-production sont généralement voisins des chiffres donnés pour le Brésil.

10. Le monde sous-développé, à l'exclusion de la Chine continentale, a une population de 1 milliard 600 millions d'habitants, un taux annuel d'accroissement démographique de 2 p. 100 et un produit total d'environ 190 milliards de dollars — soit un revenu par habitant de 120 dollars —, alors que le monde développé a une population de 870 millions d'habitants, un taux d'accroissement démographique de 1,4 p. 100 et un produit d'environ 1 300 milliards de dollars, soit environ 1 500 dollars par habitant. Si l'on se fonde sur l'expérience du Brésil, il faudra, pour atteindre les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement, que les pays en voie de développement portent leur taux d'investissement à environ 15 p. 100 de leur revenu. Pour réaliser une épargne et des investissements de cet ordre, ces pays devront doubler leur revenu par habitant et le taux de croissance nécessaire pour porter ce revenu à 220 dollars devra être de 10 p. 100, compte tenu de l'accroissement démographique.

11. On pourrait estimer qu'il est souhaitable de modifier le cadre institutionnel afin d'encourager davantage l'épargne et de tirer un meilleur parti de l'effort de développement. Les gouvernements pourraient fixer les niveaux d'investissement nécessaires ou, dans des pays comme le Brésil dont la philosophie politique exclut toute mesure qui porte atteinte à la liberté de l'individu, il faudra concevoir des moyens indirects d'encourager l'épargne et les investissements. Cependant, la redistribution du revenu que des mesures de cette nature exigeront peut-être pourra

également entraîner des dépenses sociales considérables qui absorberont d'importantes ressources, ce qui augmentera le rapport global capital-production. De plus, le très faible niveau de départ du revenu dans les pays sous-développés — moins de 100 dollars dans de nombreux cas — constitue un facteur limitatif qu'aucune réforme institutionnelle ne peut éliminer.

12. C'est pourquoi, étant donné la structure institutionnelle qui caractérise les pays sous-développés, les possibilités d'opérer les changements nécessaires pour combler "l'écart dynamique" ou "écart de taux de croissance" sont en fait très limitées. L'accroissement maximum du revenu réel qu'il est permis d'escompter pourra être de 2 à 3 p. 100, chiffre très voisin de celui que font apparaître les tendances récentes de l'accroissement démographique. Dans ces conditions, le revenu par habitant restera stationnaire ou diminuera, ou, au mieux, s'élèvera de façon imperceptible. Le fait que les chiffres fournis par M. Almeida tiennent déjà compte de l'assistance internationale diminue encore les raisons d'être optimiste, et un taux élevé et régulier de croissance économique apparaît comme une échéance lointaine. Tout ce que l'on peut dire, c'est que l'on comprend de mieux en mieux la situation critique dans laquelle se trouvent les pays sous-développés, mais que de nouveaux problèmes surgissent rapidement.

13. Le spécialiste en économétrie Simon Kuznets a appelé l'attention sur le fait que le revenu actuel par habitant dans les pays sous-développés est bien inférieur à celui des pays développés durant la période qui a précédé l'industrialisation. Si les revenus sont peu élevés dans les pays sous-développés, ce n'est peut-être pas seulement le résultat de siècles de stagnation; dans de très nombreux cas, c'est l'aboutissement d'un processus de détérioration économique. C'est apparemment le cas du Brésil où le revenu par habitant semble avoir diminué entre 1830 et 1900. On pourrait faire valoir que les pays sous-développés possèdent un énorme avantage sur les pionniers de l'industrialisation car ils ont accès à la masse des connaissances techniques déjà acquises. Toutefois, les économies actuellement développées avaient, au cours de leur phase préindustrielle, une capacité d'évolution technologique qui l'emportait de loin sur la nécessité d'innover. Les pays actuellement sous-développés ont besoin de ressources matérielles en vue d'investissement et, en outre, ils doivent être prêts à apporter des modifications d'ordre social. Du fait de la situation de stagnation qu'ils ont toujours connue, les ressources matérielles leur font gravement défaut et le coût des changements sociaux est particulièrement élevé. De plus, certaines innovations technologiques et sociales, comme les récentes découvertes médicales et les techniques en matière de santé publique grâce auxquelles on est parvenu à réduire la mortalité, pourraient même compliquer la tâche qui consiste à accélérer la croissance économique des pays sous-développés.

14. Jusqu'à présent, il n'existe aucun programme permettant de combler l'écart croissant entre les taux de développement. Le pourcentage proposé pour la Décennie est trop faible et il faudra fixer des taux de croissance plus élevés, probablement de l'ordre de 9 à 10 p. 100 pour les revenus réels, ou envisager une plus longue période. Il est possible de calculer que, pour doubler le revenu par habitant dans les pays sous-développés au cours de la Décennie, le

taux brut d'investissement devrait être de 27 p. 100 dont 8 p. 100 seulement environ seraient fournis par l'épargne intérieure et les capitaux internationaux. Si l'on admet que le niveau peu élevé du revenu par habitant empêche l'augmentation de l'épargne et que les pays sous-développés pourraient, en doublant le revenu par habitant, économiser 15 p. 100 de leur revenu, les investissements devraient atteindre un montant total d'environ 790 milliards de dollars, dont 325 milliards environ seraient fournis par les pays sous-développés. Il faudrait obtenir ailleurs des sommes supplémentaires s'élevant à un total d'environ 465 milliards de dollars et le déficit extérieur passerait de 36 à 54 milliards de dollars au cours de la Décennie. Les pays occidentaux et les pays socialistes connaissent des taux de croissance sans précédent de plus de 5 p. 100 par an. Le taux de croissance des Etats-Unis, qui a récemment baissé, pourrait être considérablement augmenté et atteindre jusqu'à 10 ou 15 p. 100. En supposant que les pays sous-développés et les pays développés occidentaux aient un taux de croissance identique de 5 p. 100 et en tenant compte des taux de l'accroissement démographique, le taux d'accroissement du revenu par habitant serait de 3,6 p. 100 dans les pays avancés et de 3 p. 100 dans les pays sous-développés. Cependant, les différences initiales entre les niveaux de revenu de ces pays sont telles que, même avec des taux de croissance identiques, l'écart s'accroîtrait encore dans des proportions énormes.

15. Les pays sous-développés ne sont pas en mesure d'investir leur épargne, car ils en ont besoin pour acheter des biens d'équipement. Même dans les pays qui remplacent les produits importés par des produits locaux, la nécessité d'importer empêche l'exécution des programmes d'investissement fondamentaux. Le commerce n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'accélérer le développement économique. Au cours des dernières années, le commerce des pays sous-développés s'est beaucoup moins développé que le commerce international dans son ensemble. Les exportations de produits primaires qui constituent la source principale de revenus pour les pays sous-développés progressent beaucoup plus lentement que les revenus et le commerce des pays industriels. Certes, un pays ou un groupe de pays de production primaire pourraient augmenter leurs recettes commerciales, mais il serait impossible à la totalité ou à la majorité des pays sous-développés de le faire simultanément. On a mis l'accent sur le rôle du commerce dans l'accélération du développement et tous les pays sous-développés essayent simultanément d'augmenter leurs recettes commerciales, ce qui diminue les chances que pourrait avoir un pays donné de parvenir à accroître les siennes.

16. Le problème de l'instabilité des prix des produits primaires et de leurs fluctuations à court terme est en voie de solution, et on arriverait plus vite à le résoudre si tous les pays étaient membres d'une organisation commerciale unique, ce qui éliminerait les difficultés provenant de ce que les objectifs des divers blocs économiques et politiques diffèrent. Bien que les accords sur les produits de base soient utiles et nécessaires, ils ont leurs limites et ils reposent sur la manipulation de l'offre afin de l'adapter à la demande. Cependant, les récentes baisses des prix des produits primaires ont résulté d'une surproduction et d'une augmentation de l'offre plutôt que d'une réduction quelconque de la demande. Le problème des pays de production primaire tient à ce que la demande

internationale n'est pas aussi importante que leurs besoins en matière de développement.

17. Il faut procéder à une étude d'ensemble du cadre institutionnel international des échanges. Les intérêts commerciaux des pays sous-développés souffrent de certaines tendances économiques alarmantes ainsi que des mesures d'ordre institutionnel inutiles du point de vue économique qui ont été adoptées par des nations et des blocs de nations qui jouent un rôle important dans les échanges. L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, fondé sur la Charte de La Havane instituant une organisation internationale du commerce qui n'a jamais été créée, a dès le début adopté une attitude essentiellement négative à l'égard des problèmes propres aux pays sous-développés. Les idéaux du GATT, qui ont leur origine dans des arrangements envisagés par des pays développés pour des pays développés, sont incompatibles avec les besoins des pays sous-développés. Cet accord a été modifié à la suite de représentations faites par des pays non membres, mais il demeure le fondement du commerce pour les pays développés et correspond aux idées des Etats-Unis sur le commerce mondial. Le préambule de l'Accord mentionne le désir des nations développées de conclure des accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres entraves aux échanges et à l'élimination des discriminations en matière de commerce international.

18. Cependant, selon la résolution 1707 (XVI) de l'Assemblée générale, il conviendrait d'accorder aux pays sous-développés certains avantages, sans imposer nécessairement pleine réciprocité. L'Accord est fondé sur l'hypothèse que des négociations peuvent être menées sur un pied d'égalité. Toutefois, les pays sont loin d'être égaux pour ce qui est de leur possibilité d'obtenir des concessions sur le plan économique, et, en outre, les rapports entre leurs structures tarifaires et leurs besoins économiques sont différents. L'Accord préconise une réduction des tarifs douaniers alors qu'en fait de nombreux pays sous-développés ont besoin d'élever les tarifs qu'ils appliquent et qui sont souvent très bas, par exemple pour les biens manufacturés. Au fur et à mesure qu'ils développeront leurs propres industries, ces pays auront de plus en plus besoin d'augmenter les tarifs douaniers et d'appliquer des restrictions aux importations.

19. L'Accord préconise l'élimination générale des restrictions quantitatives. Cependant, pendant toute la période d'après guerre, on a eu recours à des restrictions quantitatives pour soutenir, dans les pays développés, un système de protectionnisme agricole qui a sans aucun doute porté un grave préjudice aux économies des pays peu développés. Les pays développés ont récemment encore utilisé de telles restrictions pour contrôler les importations de minerais; on a imposé aux pays à faible revenu qui cherchaient à développer leurs ventes de biens manufacturés aux pays développés des contingents d'exportation dits "volontaires"; les pays sous-développés eux-mêmes ont aussi appliqué des restrictions quantitatives pour se protéger. Il est urgent, comme le reconnaissent les pays développés aussi bien que des pays sous-développés, de procéder à une révision totale des idées et des règles fondamentales concernant les restrictions de cette nature.

20. Le principe de la non-discrimination énoncé dans la clause générale de la nation la plus favorisée, n'a

jamais été interprété comme signifiant la suppression des préférences qui existent et que l'on continue d'accorder. Aucune préférence nouvelle n'a été tolérée jusqu'à ce que le GATT ait accepté la généralisation, au sein de la Communauté économique européenne, du traitement préférentiel accordé précédemment aux territoires associés. Par la suite, le GATT a accepté d'autres violations fondamentales de ses principes directeurs périmés. Le Gouvernement brésilien n'est pas opposé aux groupements d'Europe occidentale en tant que tels, mais seulement à certaines de leurs politiques restrictives. Il est sincèrement persuadé que les aspects fâcheux des groupements économiques régionaux ne sont pas inhérents au système et qu'ils peuvent fort bien être éliminés; en fait, la suppression des barrières discriminatoires accélérerait le développement de la région en question, car la productivité augmenterait.

21. Une difficulté majeure en matière de commerce international est la division idéologique du monde en trois groupes: les grands pays occidentaux industrialisés qui font partie du GATT, les pays sous-développés et les pays socialistes. A cet égard, un autre reproche que l'on peut faire au GATT est que les principaux pays socialistes, qui se développent à un rythme rapide, surtout dans le secteur industriel, n'en font pas partie. Le rythme accéléré de leur développement est dû en partie à un transfert de la main-d'œuvre du secteur agricole au secteur industriel, mais des signes évidents montrent que ce transfert approche de ses limites, c'est-à-dire qu'il ne peut pas continuer au même rythme sans que la production agricole diminue. L'ouverture des pays socialistes au commerce international pourrait donc représenter un progrès important vers une coopération internationale profitable: si les pays socialistes importaient des produits agricoles provenant des pays sous-développés, le transfert des ressources vers l'industrie pourrait continuer, et les pays sous-développés pourraient accroître leurs importations de biens d'équipement que les pays socialistes produisent en quantités de plus en plus importantes. Des échanges de cette nature ne manqueraient pas d'avoir un effet positif sur les prix des produits primaires.

22. En fait toutefois, les pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) sont demeurés indifférents aux besoins commerciaux des pays sous-développés et leur manque de souplesse commerciale a, en particulier, gêné les efforts déployés par le Brésil pour intensifier son commerce avec eux. A de nombreux égards, la rigide conception bilatérale qui est caractéristique du système commercial des pays socialistes est aussi néfaste aux intérêts commerciaux des pays en voie de développement que les systèmes préférentiels des groupements de l'Europe occidentale. Il faut que les pays socialistes finissent par comprendre que leur propre croissance rapide leur impose une grande responsabilité dans le domaine du commerce et du développement économique. Leur apparente volonté de faire partie d'une organisation internationale du commerce peut donc constituer un des progrès les plus importants pour le développement mondial. Dans une telle organisation, les pays sous-développés, en joignant leurs efforts, pourraient peut-être forcer le marché des pays socialistes à s'ouvrir à eux.

23. Un des buts de la conférence internationale chargée d'examiner les problèmes du commerce serait de coordonner les activités de tout l'ensemble des

organismes qui s'occupent de différents aspects des échanges commerciaux. On ne peut attendre que la conférence elle-même se charge, à titre permanent, soit de remplacer la plupart de ces organismes en intégrant leurs activités, soit de coordonner leur action. Il n'y a donc d'autre solution que de constituer un organe permanent.

24. Les rapports existant entre les grands principes généraux en cause sont si complexes qu'il est presque impossible d'examiner aucun de ces principes sans étudier les autres de façon très approfondie. Il est donc probable qu'une conférence sur les problèmes des exportations de produits primaires et du développement économique devrait nécessairement porter sur un domaine plus vaste. Bien entendu, une conférence de cette ampleur ne pourrait s'attaquer à tous les problèmes en examinant chaque produit individuellement. D'autre part, la répétition de principes généraux ne présenterait aucun intérêt pour les pays sous-développés, qui ont besoin d'instruments à utiliser dans les échanges commerciaux effectifs et d'un lieu approprié où rencontrer leurs partenaires commerciaux.

25. Il suit que l'objet principal de la conférence internationale serait de préparer une réforme des rouages, au moyen soit de l'intégration des organisations existantes, soit de leur remplacement par un organisme doté de pouvoirs plus étendus. La délégation brésilienne est persuadée que l'on a besoin d'une organisation internationale du commerce où l'on pourrait examiner les problèmes commerciaux des pays peu développés compte tenu des buts du développement économique et exercer une pression sur tout bloc fermé qui empêcherait d'atteindre ces buts.

26. En acceptant d'opérer les ajustements requis par les besoins d'exportation des pays sous-développés, les pays industriels et les pays à économie planifiée fourniraient la preuve de leur désir de voir s'instaurer une situation mondiale mieux équilibrée. Les pays en voie de développement continuent à ne progresser que très lentement sur le plan de l'industrialisation. Quels que soient les moyens adoptés pour leur développement, ils ont besoin du commerce pour investir; il est vraisemblable que leurs besoins d'exportation ne posent que des difficultés mineures, aisément surmontables si les pays développés manifestaient une plus grande compréhension.

27. Le Brésil, qui a assisté à la Conférence du Caire sur les problèmes de développement économique, approuve le principe fondamental énoncé dans la Déclaration adoptée par cette conférence (A/5162), à savoir que les problèmes économiques et sociaux des pays sous-développés peuvent être résolus par un effort commun accompli, sur les plans national et international, dans le cadre de la Charte des Nations Unies et au moyen de la coopération internationale.

28. M. BLOIS (Canada) déclare que son pays a énergiquement appuyé l'action internationale tendant à étendre le commerce mondial sur une base multilatérale et à créer, à cette fin, des institutions spécialisées. Le Canada reconnaît que les problèmes du commerce international tendent à devenir de plus en plus complexes et il continuera de coopérer à la recherche de solutions. A cet égard, il accueille avec satisfaction la promulgation récente, aux Etats-Unis, du Trade Expansion Act of 1962.

29. Le Gouvernement canadien reconnaît qu'aucun pays ne peut vivre dans l'isolement et qu'une coopération économique et politique internationale est une nécessité fondamentale. Un exemple récent de coopération internationale a été l'heureuse négociation de l'Accord international sur le café, qui a été signé par 29 pays, dont le Canada, et qui introduit une stabilité nouvelle dans les échanges internationaux. Il est réconfortant de constater que des accords sur trois autres produits ont été conclus et que les problèmes précis concernant d'autres produits ont été examinés à fond par des groupes d'étude spéciaux, sous les auspices des Nations Unies.

30. S'il est vrai que l'on s'est incontestablement rapproché de solutions aux problèmes du commerce des produits de base, il ne faut pas minimiser les difficultés qui subsistent et l'on doit s'employer davantage encore à trouver des solutions. Il s'impose d'urgence d'inverser la tendance à la baisse des prix d'exportation des produits. La délégation canadienne pense que, pour aborder le problème, le mieux est d'examiner les produits individuellement, notamment en essayant, dans certains cas, de négocier de nouveaux accords internationaux relatifs à des produits de base et en menant une action commune pour organiser des échanges internationaux de tel ou tel produit selon des modalités qui soient équitables pour les producteurs aussi bien que pour les consommateurs. Cependant, il faut se rappeler que les accords sur les produits de base devraient aussi favoriser une expansion, et non une contraction, des échanges.

31. Le Gouvernement canadien attend beaucoup de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et pense que, si elle est bien préparée, elle se traduira par des résultats précieux pour l'ensemble de la collectivité mondiale. Si l'on veut que cette conférence réponde aux espoirs qui ont été mis en elle, il est indispensable de la préparer de façon plus poussée, plus méthodique et plus complète que l'on n'a préparé aucune conférence analogue dans le passé: c'est la seule manière de garantir que les pays en voie de développement, en particulier, en tireront un avantage maximum. Il ne faut toutefois pas oublier qu'il existe un ensemble complexe — peut-être trop complexe — d'institutions et d'organismes multilatéraux chargés d'étudier ou de réglementer le commerce international des produits de base et que les gouvernements continuent à compter sur ces rouages pour des renseignements détaillés, des propositions précises et une action efficace. Le nombre de ces rouages a augmenté à mesure que les problèmes prenaient plus d'ampleur; le Gouvernement canadien accueillera donc avec intérêt le rapport que doit présenter le groupe d'experts chargé, aux termes de la résolution 919 (XXXIV) du Conseil économique et social, d'étudier l'activité des divers organismes internationaux s'occupant des problèmes du commerce en vue d'éliminer les lacunes et les doubles emplois. Ce rapport devrait être extrêmement précieux pour le Comité préparatoire de la Conférence.

32. L'importance de l'aide financière et technique extérieure aux pays en voie de développement est généralement reconnue et il est réconfortant de noter que le courant des ressources orientées vers ces pays, notamment ces dernières années, a régulièrement augmenté. Fait également important, on a de plus en plus conscience du fait que les pays en voie de développement ont besoin non seulement d'une aide économique et financière, mais aussi de pouvoir étendre

leurs échanges. L'utilité de l'aide financière et technique extérieure doit donc être considérée dans ses rapports avec d'autres éléments du processus de développement.

33. A cet égard, la délégation canadienne félicite le Comité de l'assistance technique et le Conseil économique et social de leurs efforts pour évaluer l'assistance fournie aux pays en voie de développement conformément à la résolution 908 (XXXIV) du Conseil, qui a ouvert la voie à un emploi plus judicieux et plus efficace des fonds disponibles pour les programmes de coopération technique des Nations Unies.

34. Le Gouvernement canadien qui, à la Conférence ONU/FAO relative au Programme alimentaire mondial, a annoncé qu'il verserait 5 millions de dollars pour le Programme, a noté avec beaucoup de satisfaction le succès de cette conférence. Par son principe même, la Décennie des Nations Unies pour le développement met en relief la nécessité d'élever les niveaux de vie dans les pays en voie de développement, grâce à une croissance économique auto-entretenu. Dans son rapport sur les mesures proposées (E/3613), le Secrétaire général indique certains besoins précis et certains moyens d'y faire face; la délégation canadienne pense avec lui que les buts de la Décennie sont susceptibles d'être atteints si les pays en voie de développement aussi bien que les pays avancés se montrent davantage disposés à faire l'effort et les sacrifices requis.

35. Il n'y a pas de solution simple au problème du développement économique, ni de technique unique qui puisse assurer une croissance économique auto-entretenu. Dans le rapport du Conseil économique et social (A/5203), comme dans le rapport du Secrétaire général les mesures à prendre dans le cadre de la Décennie (E/3613) et dans la Déclaration du Caire (A/5162), il est reconnu qu'il faut faire appel à de nombreuses techniques et qu'il s'impose avant tout de fixer des priorités. Dans ses délibérations, la Commission devrait prendre cette conclusion pour point de départ. Quant à lui, le Canada continuera de donner son appui entier à tous les efforts des Nations Unies en vue de favoriser l'expansion du commerce et le relèvement des niveaux de vie, notamment dans les pays sous-développés.

36. Mme PANGALOS (Grèce), rappelant qu'à la séance précédente le représentant de la Yougoslavie a demandé si la Grèce avait tiré des avantages de son association avec la Communauté économique européenne et, dans la négative, pourquoi elle avait décidé de s'associer à ladite Communauté, déclare que, si la Grèce tire effectivement certains avantages commerciaux de son association avec la Communauté, elle a aussi été poussée à rechercher cette association par le souci de relever le niveau de vie de la population grecque et de réaliser un taux élevé de croissance économique grâce à l'industrialisation et à la diversification. En même temps, la Grèce poursuit une politique commerciale libérale et est libre de développer ses échanges avec tous les pays. L'exemple de la Grèce montre donc que les six pays d'Europe occidentale n'ont aucun désir d'empêcher les nations en voie de développement de diversifier leur économie ou de créer de nouvelles industries et que la Communauté n'est pas un bloc fermé, mais un marché ouvert qui offre la possibilité d'une coopération même aux pays non alignés et neutralistes, encore que, dans ce dernier cas, des difficultés se posent manifeste-

ment en matière de négociation. S'il va de soi que les pays soucieux de préserver leur neutralité ne devraient pas souffrir de la politique économique de la Communauté, ils doivent comprendre qu'ils ne sont guère en droit de réclamer tous les avantages de l'intégration s'ils n'assument pas les obligations économiques correspondantes.

37. Un groupe spécial de travail du GATT, dont la Grèce est membre, a récemment examiné le traité d'association de la Grèce avec la Communauté et présentera un rapport aux parties contractantes lors de leur prochaine réunion. Si des Etats Membres estiment que l'association de la Grèce avec la Communauté constitue une discrimination ou une mesure nuisible à leur égard, ils peuvent demander à avoir des échanges de vues avec la Grèce par l'intermédiaire du GATT.

38. M. STANOVNIK (Yougoslavie) remercie la représentante de la Grèce de son explication et l'assure que le Gouvernement yougoslave n'a jamais eu l'intention de contester le droit de la Grèce, en tant qu'Etat souverain, de s'associer à aucun groupement. De même que le Gouvernement brésilien, le Gouvernement yougoslave n'est pas opposé aux groupements économiques occidentaux en tant que tels, mais seulement à certaines de leurs politiques restrictives.

39. Pour ce qui est des Etats neutralistes, M. Stanovnik estime que les questions économiques devraient être maintenues tout à fait à part de la politique, et il n'a donc nullement entendu poser la question de savoir si la neutralité est matière à négociation avec la Communauté économique européenne. La question qu'il avait posée au début était une question technique concernant les modalités d'application de la politique agricole commune à l'intérieur du Marché commun européen, question à laquelle le représentant de la

France a répondu à la séance précédente. Cependant, malgré l'explication de ce dernier, M. Stanovnik continue de penser que les prélèvements mentionnés par le représentant de la France, loin de conduire à une concurrence plus poussée et de faire du Marché commun un meilleur producteur de produits agricoles, constitueront une charge prohibitive et, pour ainsi dire, absorberont le choc de la concurrence internationale. Le représentant de la Yougoslavie pense donc que les membres de la Communauté économique européenne devraient réfléchir davantage à la question.

40. M. Stanovnik estime que la politique agricole commune jouera à l'avantage des membres de la Communauté, mais au détriment des exportateurs traditionnels vers le Marché commun. A cet égard, il est parfaitement compréhensible que la Grèce se soit jointe au Marché commun parce qu'elle en attend des avantages. Cependant, si l'on veut mettre au point un système économique mondial plus satisfaisant et auquel les Nations Unies présideraient, il importe que les avantages consentis à un pays ne nuisent pas aux autres. Si les membres de la Communauté bénéficient d'avantages, ils doivent examiner quels accords ils pourraient conclure avec d'autres pays qui ne peuvent se joindre à eux, mais pour qui une expansion des échanges présente un intérêt économique.

41. Cette question mérite l'attention de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Un ajustement plus complet de cette nature serait à l'avantage non seulement des pays tiers, mais aussi des membres, Européens ou non, parce qu'il donnerait la faculté d'assurer le plein développement de l'agriculture et de l'industrie, non seulement dans un petit groupe de pays, mais encore dans tous les Etats Membres.

La séance est levée à 12 h 55.